



Retour sur la crise géorgienne de 2008

Deuxième partie. La Géorgie, révolution, crise et enjeux géopolitiques

Par [Robin Marty](#)

Mondialisation.ca, 14 mars 2015

Région : [Russie et CEI](#)

Thème: [Histoire, société et culture](#)

Le jour de l'ouverture des Jeux olympiques de Pékin, le 8 août 2008, Saakachvili lance une offensive militaire contre l'Ossétie du Sud. Durant la nuit du 7 au 8, le président Medvedev fut mis au courant du mouvement des troupes géorgiennes. L'administration russe tenta alors de joindre Saakachvili en personne, mais ne tomba que sur Dan Fried, diplomate américain, qui répondit que les États-Unis essayaient de reprendre la situation en main. Ce qui signifierait que l'armée américaine n'avait plus le contrôle des forces géorgiennes.(1) Nous reviendrons sur ce point ultérieurement. Cette offensive géorgienne n'obtient pas les résultats escomptés, les troupes ossètes défendant avec bravoure leur territoire et empêche les troupes géorgiennes de prendre possession de la capitale autonome Tshinkvali. Cependant, si la Géorgie espérait que la communauté internationale aurait les yeux tournés vers Pékin et les jeux, c'est raté. L'armée russe réplique immédiatement pour défendre ses minorités russophones et environ 10 000 hommes pénètrent sur le territoire ossète par le tunnel de Roki et entre 7000 et 10 000 sur le territoire Abkhaze par les nombreuses voies ferrées. La Géorgie et la Russie s'accusent mutuellement de perpétrer des massacres envers les populations civiles. Le lendemain, les forces géorgiennes sont repoussées de Tshinkvali et les raids aériens de l'armée russe met en branle les contre-offensives géorgiennes.

Le 10 et 11 août, les forces géorgiennes, totalement dépassées par les événements, tentent de se replier, avant de demander un cessez-le-feu à la Russie, qui sera refusé. La Russie demande à ce que les forces géorgiennes en Ossétie du Sud soient définitivement retirées, condition sine qua non au retrait des troupes russes de Géorgie, qui l'accuse de l'envahir. L'armée géorgienne est balayée et les forces russes rentrent dans la ville de Poti, sur les rives de la mer noire, ainsi que dans la ville de Gori, en territoire géorgien, à une cinquantaine de kilomètres seulement de la capitale, Tbilissi. C'est à ce moment que l'Union européenne, par le biais du président français, Nicolas Sarkozy, intervient en tant que médiateur dans le conflit. L'Union européenne demande à la Russie de retirer ses troupes de la Géorgie.(2)(3)

Le 12 août, le président Medvedev ordonne à son armée de s'immobiliser, estimant que tous les objectifs initiaux furent remplis par son armée. Cependant, les troupes ne doivent pas se retirer pour protéger l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie. La Géorgie dit avoir des preuves que les bombardements continuent. La France est à ce moment précis à la présidence de l'Union européenne. Sarkozy expose un plan de paix en six points à Dimitri Medvedev, qui sera accepté par ce dernier, mais les troupes ne se retirent seulement jusqu'aux frontières ossètes et abkhaze. En effet, le président Medvedev a reconnu officiellement l'indépendance de l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud aussitôt que l'armée géorgienne pénétrait sur le territoire ossète. La Russie veut donc protéger militairement ces deux nouveaux États

indépendants de la Géorgie. Ce plan comprend le non-recours à la force armée, la fin des opérations militaires, le libre accès de l'aide humanitaire, le retour des forces géorgiennes dans leur lieu de cantonnement habituel, le retrait des armées russes sur les lignes antérieures au déclenchement des hostilités et le lancement de discussions internationales sur le statut de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie et leur sécurité. Bien entendu, la Géorgie contestera le dernier point sur les possibles indépendances de ces régions autonomes et décide de se retirer de la CÉI. Enfin, les 13 et 14 août, les armées russes rentrent au pays, l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie signent le plan de paix de l'Union européenne.

Dans ce climat instable, l'Union européenne envoie une mission de forces de maintien de la paix, tout comme l'ONU avec des casques bleus et de l'OSCE (Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe). Ces forces de maintien de la paix s'installent aux frontières entre l'Abkhazie, l'Ossétie du Sud et la Géorgie.

Le cessez-le-feu fut signé, il est maintenant l'heure des bilans. Ce conflit fit 171 morts côté géorgien, 64 côtés russes et environ 500 civils furent tués. Qui sort vainqueur de ce conflit ? Est-ce que le pire fut évité ou bien est-ce que le conflit fut prémédité ?

Nous allons revenir sur certains points du conflit que nous avons brièvement évoqué précédemment. Comme le rapporte le journal russe, toujours très bien informé, *RIA Novosti*, un navire américain doté de missiles de croisière était en route pour la Géorgie en août 2008. Mikhaïl Saakachvili a confirmé lui-même la source en déclarant que « *Lorsque la 6e Flotte US a mis le cap sur la Géorgie, le vaisseau amiral qui a traversé le Bosphore était bien évidemment équipé de missiles de croisière. Le vice-président [Dick] Cheney m'avait alors dit directement: « Tu dois comprendre que nous n'avons pas acheminé d'eau potable, il s'agit d'une cargaison plus sérieuse »* ». Il poursuit : « *Lorsque le président Bush est arrivé à Washington, ils ont mis en état d'alerte leur aviation en Turquie et dépêchée des renforts à leur base en Roumanie* » ». (4) Ce facteur s'ajoute aux confidences du journal français *Le Canard Enchaîné* qui prétend pouvoir affirmer que « *Le 7 août, avant même de lancer son offensive en Ossétie du Sud, le président Saakachvili savait qu'il allait disposer d'une aide américaine sur le terrain.* ». Et l'armée américaine aurait bel et bien participé aux manœuvres militaires, contrairement à ce qu'a affirmé le diplomate américain Field, le 8 août, au président Medvedev, lorsqu'il lui annonçait que l'armée US avait perdu le contrôle de la situation. Elle aurait même conseillé à l'armée géorgienne de lancer des missiles sur Tchinkvali.

Pour bien comprendre, rappelons que les États-Unis militaient farouchement pour l'entrée de la Géorgie dans l'OTAN et à terme, dans l'Union européenne. Sauf que la France et l'Allemagne ne se réjouissaient pas de cette possibilité. Les deux puissances européennes estimaient que l'Ossétie et l'Abkhazie étaient source d'instabilité. Selon toutes vraisemblances, les États-Unis ont voulu agir seuls et précipité les choses en procédant à des manœuvres militaires autour de l'Ossétie et ne pas attendre la rencontre de décembre 2008 qui devait statuer une fois de plus sur l'entrée de la Géorgie dans l'OTAN ou non. (5) Ils s'imaginaient certainement que la Russie se serait contentée de condamner ces manœuvres, sans pour autant se montrer plus hostile. L'armée américaine a sans doute sous-estimé la réponse de la Russie. Un autre journal français, *Le Figaro*, recueillit les propos de Julianne Smith, directrice du programme européen au Centre des études stratégiques internationales à Washington, qui expliqua que ce conflit n'aura au final que contribué à l'apparition de deux tendances distinctes au sein de l'OTAN entre la France et l'Allemagne, opposés toutes deux à l'entrée de la Géorgie et de l'Ukraine dans l'organisation et les États-Unis, eux-mêmes divisés sur la question, mais dont l'inimitié de la franche

conservatrice envers la Russie n'est que plus renforcée.(6) De ce fait, le sociologue américain, Immanuel Wallerstein, estime que les États-Unis « *ne sont plus une superpuissance* » et « *les Américains n'ont pas compris les nouvelles règles du jeu* ». Assistons-nous à un rééquilibrage des forces entre les deux plus grandes anciennes puissances de la planète ?

Un autre État a joué un rôle prépondérant durant le conflit, sans que les médias occidentaux n'en parlent. C'est Israël, dont on sait très proche de la politique étrangère américaine. C'est un média israélien lui-même qui divulgue ces informations. « *Ces sept dernières années, des entreprises israéliennes ont aidé l'armée géorgienne à se préparer à une guerre contre la Russie par le biais de vente d'armes, d'entraînement d'unités d'infanterie et de conseils en matière de sécurité* », profitant notamment du fait que le ministre de la Défense géorgien, Dimitri Kezerashvili est un ex-Israélien. Israël a en effet armé, financé et entraîné l'armée géorgienne avant le déclenchement du conflit. Plus exactement, Israël a commencé à vendre des armes en quantité à la Géorgie en 2001, lorsque Chevardnadze était encore au pouvoir et avant que ce dernier change d'idéologie politique en se rapprochant de la Russie. Un homme incarne ce nouveau partenariat militaire entre Israël et la Géorgie, l'industriel et ancien ministre Roni Milo, qui a facilité les négociations pour la signature des contrats militaires. Ces contrats irritèrent la Russie, avec qui Israël souhaitait garder de bonnes relations diplomatiques. Surtout que des armes israéliennes furent utilisées contre les Russes par les Géorgiens durant le conflit. Si bien qu'après le conflit, Israël décida de suspendre plusieurs contrats militaires, notamment sur la vente de drones (40 furent déjà vendues à la Géorgie) pour éviter les représailles de Moscou.(7)

Il est l'heure désormais de nous intéresser désormais à la situation postconflit, quel avenir pour les deux États de facto ? Comment se portent les relations politiques russo-géorgiennes ? Quel avenir politique pour Saakachvili ? Autant de questions essentielles afin de comprendre le dernier point de notre recherche, qui sont les enjeux géopolitiques de la région pour aujourd'hui et demain.

Après le conflit, seules les missions de maintien de la paix de l'Union européenne sont autorisées à rester, après le veto de la Russie au conseil de sécurité de l'ONU en faveur du retrait des Casques bleus. Les relations entre la Russie et Géorgie sont rompues tant que Saakachvili reste au pouvoir. Ce dernier n'a absolument pas changé de ligne directrice et reste pro-occidental. La situation a cependant beaucoup évolué en interne entre 2012 et 2015. Nous allons voir pourquoi. L'Abkhazie et l'Ossétie du Sud émettent une demande d'adhésion début 2012 à l'OTSC (Organisation du Traité de Sécurité Collective). Ce traité est qualifié par certains experts américains et européens « *d'OTAN russe* ». En somme, il serait le nouveau Pacte de Varsovie. L'OTSC est une initiative du gouvernement russe de Vladimir Poutine, souhaitant réunir sous un même étendard les nations sur une ligne prorusse. La majorité des Nations concernées sont en fait les anciens États satellites de l'URSS se trouvant aujourd'hui tout autour de la Russie qui souhaite se protéger de l'OTAN. Nous y reviendrons. En mai 2012, l'OTSC se dit prête à examiner les demandes des deux États de facto, ce qui ne manque pas d'irriter la Géorgie qui continue à dire que la Russie occupe son territoire. L'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan, la Russie et le Tadjikistan sont les États pour l'instant membres de l'OTSC.

En septembre 2012, le président de l'Ossétie du Sud, Léonid Tibilov, déclarait que la Géorgie se préparait possiblement à une nouvelle offensive militaire. Le président ossète met en cause Saakachvili de construire de nouvelles installations militaires, comprenant des entrepôts d'armes, le long de la frontière ossète. Andrei Arichev, analyste politique, estime

que le conflit n'est pas encore réglé et que « les relations russo-géorgiennes restent tendues, il n'y a plus aucun lien diplomatique, et la rhétorique hostile de Tbilissi est toujours actuelle. Les actions hostiles restent donc une évidence. »(8) Pourtant, il est difficile d'envisager une nouvelle attaque de la Géorgie, car contrairement à 2008, les forces russes se trouvent toujours sur le territoire ossète et ne tergiverseront pas si une nouvelle attaque a lieu. En revanche, cela donne une certaine idée de la température bouillonnante dans les relations internationales dans le Caucase en 2012, à un mois des élections géorgiennes.

Les élections d'octobre sont déterminantes, car Mikheil Saakachvili est battu aux législatives. Certes, il reste au pouvoir, mais sa position ne cesse de se fragiliser. À ce titre, le journal Libération titre « Saakachvili, de la rose aux épines » et revient sur l'arrogance du jeune chef d'État. Le président sortant devra vivre une cohabitation politique avec l'opposition jusqu'aux élections présidentielles fin 2013. Plusieurs scandales ont sali son mandat comme restreindre l'influence des médias de l'opposition, l'absence de débat politique avec cette dernière ou encore les tortures dans les prisons. Le chômage et la pauvreté n'ont fait qu'augmenter sous sa présidence. La population géorgienne n'est pas dupe, et la rancœur fut notamment perceptible dans la capitale Tbilissi où il réalisa de très mauvais scores.(9)

Malgré ce vote sanction, Saakachvili ne prend absolument pas le même chemin que son prédécesseur, Chevarnadze, qui lorsqu'il sentit le vent tourner, afin de garder sa place, s'était rapproché de la Russie. Non, Saakachvili est un homme fidèle, nous pouvons lui accorder cette qualité. Fidèle donc à l'administration Barack Obama, qui a remplacé celle de George W. Bush, bien que sur la scène internationale, ce changement ne modifia en rien la doctrine mondialiste américaine. Pourtant, en avril 2013, Moscou tente un rapprochement avec Tbilissi pour essayer de reprendre les relations diplomatiques. Le chef de la diplomatie russe en personne, Serguei Lavrov, qui déclara espérer « que la reprise des relations diplomatiques, rompues à l'initiative de la partie géorgienne, reviendra à l'ordre du jour » à l'issue d'une rencontre Russie-OTAN qui plus est. Il ajouta « « Nous sommes pour leur développement. Nous avons entendu et évalué les approches du nouveau gouvernement géorgien. Je crois que le développement classique de notre coopération économique, commerciale, culturelle, humaine, scientifique et dans le domaine de l'art se poursuivra. Tout cela permettra de mieux se comprendre ». Cette véritable main tendue trouvera-t-elle écho à Tbilissi ?

La réponse géorgienne fut immédiate. Tbilissi refuse de reprendre les relations diplomatiques avec Moscou, tant que les troupes russes occuperont les États de facto abkhaze et ossète. Le chef de la diplomatie géorgienne, Maïa Pandjikidze, ajouta même que son pays demandait à ce que la Russie annule la reconnaissance en tant qu'États indépendants de l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud. Si la première condition peut ouvrir à des pourparlers, la seconde est un non-sens.

Le 17 novembre 2013, un nouveau visage arrive à la tête de la Géorgie. Mikheil Saakachvili perdit les élections présidentielles sur un très large score (3e avec 22% des voix). Le nouvel homme fort de la Géorgie se nomme Guiorgui Margvelachvili. Immédiatement, les observateurs internationaux se demandent quel impact sur les relations internationales géorgiennes aura ce changement de régime. Ce nouveau gouvernement sera-t-il autant pro-occidental que le précédent ? Dès son élection, Margvelachvili s'est dit ouvert à une reprise des relations diplomatiques avec la Russie pour renouer un dialogue constructif. Nouvelle contradiction, en janvier 2014, la Géorgie se dit prête à un rapprochement de l'Union européenne. En effet le nouveau gouvernement espère que l'Union européenne pourra

protéger la Géorgie de nouvelles menaces de la Russie et compte pour ce faire de l'Allemagne. Berlin et Moscou entretiennent relativement de bonnes relations depuis plusieurs années et possèdent un ministre des affaires étrangères particulièrement à l'écoute de la situation dans le Caucase en la personne de Franck Steinmeier. Ce dernier avait proposé un plan de paix et de développement économique en 2008 à la Géorgie, la Russie et l'Abkhazie. Les efforts de la diplomatie allemande furent réduits à néant par l'ex-président Saakachvili qui n'en démordait pas vis-à-vis de la Russie. L'Allemagne n'ayant par après plus insisté. Mais le gouvernement Margvelachvili croit que l'Allemagne pourrait de nouveau jouer son rôle de médiateur afin de sécuriser la région. « Les relations entre l'Allemagne et la Russie pourraient servir à persuader cette dernière que l'aspiration de Tbilissi à intégrer les structures européennes et euratlantiques ne nuit pas aux intérêts de la Russie », espère Irakli Menagarichvili, ex-ministre géorgien des Affaires étrangères.(10) Est-ce une réelle volonté pour la Géorgie de renouer avec la Russie ? Ou est-ce une astuce pour implicitement avoir l'appui de l'Union Européenne en cas d'un futur conflit et vis-à-vis du statut des deux États de facto ?

Une semaine plus tard, un événement va particulièrement agacer le nouveau gouvernement géorgien. Un accord économique et culturel qui fut signé entre l'Ossétie du Sud et la Sardaigne, ou plus exactement entre Tshinkvali et Lanusei. Non pas que la Géorgie ait une antipathie envers la Sardaigne, mais parce qu'un accord économique est un des premiers pas vers l'indépendance totale d'un État. Or la Géorgie considère toujours ces deux régions autonomes comme géorgiennes, puisque la communauté internationale ne les a pas reconnues, hormis quelques pays. Ce premier pas vers l'indépendance internationale fit réagir Tbilissi qui demanda aussitôt des explications à Rome en convoquant l'ambassadeur italien. De plus, après le conflit de 2008, tout accord entre une des deux régions autonomes et un État étranger doit être approuvé par Tbilissi.

Robin Marty

À suivre

Première partie :



[Les dessous de la révolution des roses](#)

Notes :

(1) Spiegel Staff. « Road to War in Georgia : The Chronicle of a Caucasian Tragedy », Spiegel, 25 août 2008.

(2) « L'armée russe restera en Ossétie du Sud jusqu'au retrait des troupes géorgiennes » Ria Novosti, 11 août 2008.

(3) Irakli, Metreveli. « La Géorgie se dit occupée par la Russie, qui dément vouloir attaquer Tbilissi ». Le Point, 11 août 2008.

(4) «Août 2008 : Un navire US était en route pour la Géorgie », Ria Novosti, 8 août 2013.

(5) « Implication US en Géorgie », page 3. Le Canard enchaîné, 20 août 2008.

(6) Turlin, Jean-Louis. « L'élargissement de l'OTAN à l'est contrarié par la crise ». Le Figaro, 13 août 2008.

(7) Egozi, Arie. « Guerre en Géorgie: la connexion israélienne ». Mondialisation.ca , 12 août 2008.

(8) Kharlamov, Ilia « La Géorgie mobiliserait ses forces pour une nouvelle provocation ». La voix de la Russie, 19 septembre 2008.

(9) Despic-Popovic, Héléne. « Géorgie : Mikhaïl Saakachvili, de la rose aux épines ». Libération, 2 octobre 2012.

(10) « La Géorgie veut se rapprocher en douceur de l'UE ». RiaNovosti, 13 janvier 2014.

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Robin Marty](#), Mondialisation.ca, 2015

Articles Par : [Robin Marty](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca